



Édouard Philippe est trop fatigué, nous on n'est pas fatigué

Description

Les Chroniques de Patrick Pilcer

La France cherche un président prêt à agir, pas un candidat qui pense déjà à décompresser.

Le Collectif Métissé nous faisait chanter « **on n'est pas fatigué** ». Édouard Philippe, lui, vient, bien involontairement sans doute, de proposer une étonnante déclinaison présidentielle.

L'ancien Premier ministre explique qu'il « adorerait » un système dans lequel le président serait élu en mai et ne prendrait ses fonctions qu'en septembre. Il aurait ainsi quelques mois pour consulter, constituer ses équipes, rencontrer partenaires sociaux et dirigeants étrangers. Jusque-là, le raisonnement peut s'entendre. Mais Édouard Philippe ajoute qu'il pourrait aussi « **se reposer** » et « **décompresser** », parce qu'une campagne présidentielle serait « hyper usante, hyper fatigante ».

C'est là que le propos dérape et devient plus qu'une maladresse, une faute, voire une sortie de route.

Non parce qu'un homme politique n'aurait pas le droit d'être fatigué. Il l'est, comme chacun. Non parce qu'un président devrait être une machine privée de sommeil. Mais parce qu'en politique, le choix des mots révèle parfois une conception du pouvoir.

La France de 2027 n'élira pas un président pour lui permettre de récupérer de sa campagne. Elle l'élira pour qu'il gouverne, dès les premiers instants, car nous n'avons plus une minute à perdre.

Le paradoxe est saisissant. Voilà des années que l'on explique aux Français qu'il faudra travailler davantage, produire davantage, accepter des efforts, repousser parfois l'âge du repos, réduire les déficits et restaurer notre compétitivité. Et celui qui ambitionne de leur demander ces sacrifices commence par imaginer, une fois élu, quelques semaines pour « décompresser ».

Henri Salvador lui aussi aurait apprécié les propos d'Edouard Philippe ; il nous chantait « **le travail c'est la santé, ne rien faire c'est la préserver !** » pour se moquer de cet état d'esprit. **Car lorsque l'on prétend sauver un pays, le repos ne peut pas précéder le combat.**

Car la véritable maladresse d'Edouard Philippe n'est pas d'avoir proposé un autre calendrier institutionnel. Elle est d'avoir donné, l'espace d'une phrase, l'impression qu'il considère encore l'élection comme l'aboutissement d'un effort personnel, alors qu'elle n'est que le commencement d'un effort national.

Une campagne présidentielle n'est pas la finale. C'est l'échauffement. Le véritable match commence le soir de l'élection.

Car la véritable question n'est pas de savoir si une semaine de repos fait du bien après une campagne présidentielle. Évidemment qu'elle fait du bien. La question est de savoir s'il est politiquement imaginable, dans la France de 2027, de considérer que le premier besoin d'un président fraîchement élu serait de décompresser. La France n'est plus vraiment gouvernée depuis la dissolution insensée de 2024. Chacun attend mai 2027 comme un nouveau départ pour la mise en place d'une autre politique. La pression économique est forte, les taux d'intérêt commencent déjà à s'emballer. Tout le monde attend les fameux « Cent Jours » du nouveau président, et Edouard Philippe préférerait attendre septembre avant de commencer à travailler réellement !

La France, elle, n'a plus le temps de décompresser. Elle est déjà sous pression.

L'Insee vient d'intituler sa note de conjoncture de septembre « Vigilance orange sur la croissance ». La Banque de France ne prévoyait en juin que 0,5 % de croissance pour 2026, tandis que la dette publique atteignait déjà 117,5 % du PIB à la fin du premier trimestre et que sa trajectoire pourrait approcher 122 % en 2028.

À cela s'ajoutent une école à reconstruire, une industrie à renforcer, des finances publiques à remettre d'aplomb, une crise du logement, une désertification médicale, des inquiétudes sur la sécurité, l'immigration, l'énergie, notre souveraineté et la place de la France dans un monde qui accélère pendant que nous hésitons.

Dans ce contexte, chaque mois perdu compte. Chaque semaine compte. Et parfois chaque jour.

Je comprends pourtant ce qu'Edouard Philippe voulait dire. Il connaît Matignon. Il sait qu'une équipe gouvernementale ne se constitue pas comme un groupe WhatsApp, qu'une présidence exige une préparation minutieuse et que les premières nominations déterminent souvent la qualité du quinquennat.

Il a raison de vouloir préparer. Il a tort de commencer par parler de repos.

La fonction présidentielle n'est pas une course dont l'élection constitue la ligne d'arrivée. **L'élection est le coup de pistolet d'un nouveau départ.** Le soir du second tour, le gagnant ne termine pas le marathon. Il entre dans la grande arène.

Et puisque Edouard Philippe prétend devant les journalistes aimer la boxe, restons dans son univers supposé. Le boxeur qui monte sur le ring ne demande pas à son coin quelques semaines pour

recupérer de l'entraînement. Il sait que les mois précédents n'avaient qu'un objectif : le rendre prêt lorsque la cloche sonnera. La campagne présidentielle devrait être exactement cela. La préparation. L'élection, c'est le gong. Et le premier round commence immédiatement.

Un candidat qui aspire à l'Élysée doit arriver avec ses équipes presque prêtes, ses cent premiers jours pensés, ses premières réformes écrites, son calendrier politique construit et ses principales consultations déjà largement engagées. Sinon, à quoi sert une campagne de plusieurs mois ? À découvrir le pays ?

Un candidat sérieux ne devrait pas seulement savoir pourquoi il veut être élu. **Il devrait savoir ce qu'il fera le lundi matin suivant son élection.**

Les propos d'Edouard Philippe soulignent peut-être le mal français. Nous préparons longuement les annonces, les concertations, les conférences et les réformes, puis nous expliquons que le temps nous manque pour les appliquer. Nous transformons l'urgence en procédure. Nous demandons de nouveaux diagnostics lorsque le diagnostic est connu. Et pendant que nous organisons des consultations pour déterminer comment agir, le monde agit sans nous.

Gabriel Attal a d'ailleurs immédiatement saisi la faille en répondant que « la France n'a pas une minute à perdre » et qu'il agirait dès la première minute s'il était élu. Sur ce point, il a raison. Car 2027 ne sera pas une élection ordinaire.

Le prochain président héritera d'un pays où le temps économique, le temps budgétaire, le temps géopolitique et le temps démocratique se sont dangereusement raccourcis. Il ne pourra pas se permettre cent jours d'observation. Encore moins cent jours de récupération et de décompression. Il aura cent jours pour agir.

La maladresse d'Edouard Philippe est d'autant plus étonnante qu'il critique, comme beaucoup, les abus de notre système social, l'absentéisme et les arrêts de travail injustifiés. **Il serait donc cruel de lui suggérer un arrêt de travail présidentiel préventif.** Mais la tentation est forte. Car le paradoxe est saisissant : demander aux Français de travailler davantage, de produire davantage, d'accepter des efforts pour redresser le pays, puis expliquer qu'une fois élu, le chef pourrait avoir besoin de souffler avant d'entrer véritablement en fonction.

On ne peut pas demander un effort national et commencer par annoncer quatre mois de détente et de décompression. **L'exemplarité commence aussi par le calendrier.**

Il y a derrière cette polémique quelque chose de plus profond que quelques jours de vacances imaginaires. Il y a une question d'incarnation. Un président n'est pas seulement celui qui possède le meilleur programme. Il doit donner le sentiment qu'il désire la fonction, qu'il en mesure le poids et qu'il est prêt à en supporter immédiatement la charge. Il ne peut demander quatre mois supplémentaires pour être prêt !

Le pays doit sentir son énergie avant même de connaître toutes ses mesures.

Churchill n'avait pas demandé du repos en revenant au pouvoir. Le 18 juin 1940, De Gaulle ne proposait pas d'attendre septembre pour répondre à son appel. De même en 1958. Même les présidents les plus paisibles savent qu'il existe des heures où gouverner signifie simplement être là,

immédiatement, totalement. La France de 2027 aura besoin d'un président reposé, bien sûr. Mais surtout d'un président prêt, qui agit avec force et vigueur.

Alors oui, Édouard Philippe a probablement sorti une formule malheureuse. Mais cette faute nous rappelle ce que nous devons attendre du prochain président. Qu'il ait travaillé avant d'être élu. Qu'il connaisse son équipe. Qu'il sache où il va. Qu'il soit prêt à décider. Et qu'au soir de sa victoire, il ne demande pas à la France de patienter jusqu'à septembre.

Le boxeur amateur le sait mieux que personne : lorsque le gong retentit, ce n'est plus le moment de réfléchir à la manière dont on montera sur le ring. **C'est le moment de combattre.** Et si Édouard Philippe se sent déjà fatigué avant le combat, s'il n'est pas encore prêt, il peut déclarer forfait ou son coin peut toujours lancer l'éponge et lui épargner l'humiliation. D'autres tout aussi talentueux, et moins fatigués, usés, sont prêts à enfiler les gants.

Il est trop fatigué, on n'est pas fatigué...

Patrick Pilcer

Categorie

1. Édito

date créée

13 septembre 2026